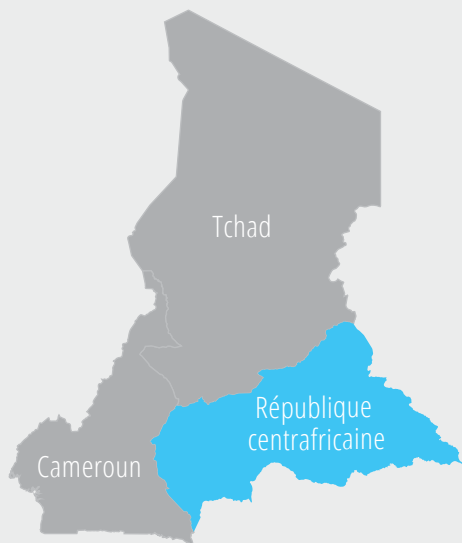
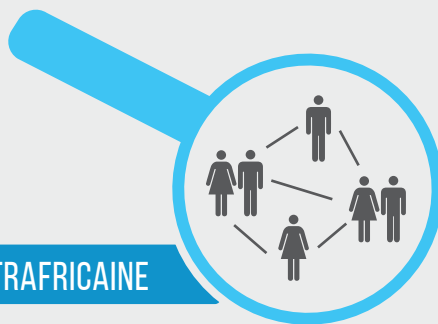


MIGRANTS IN COUNTRIES IN CRISIS

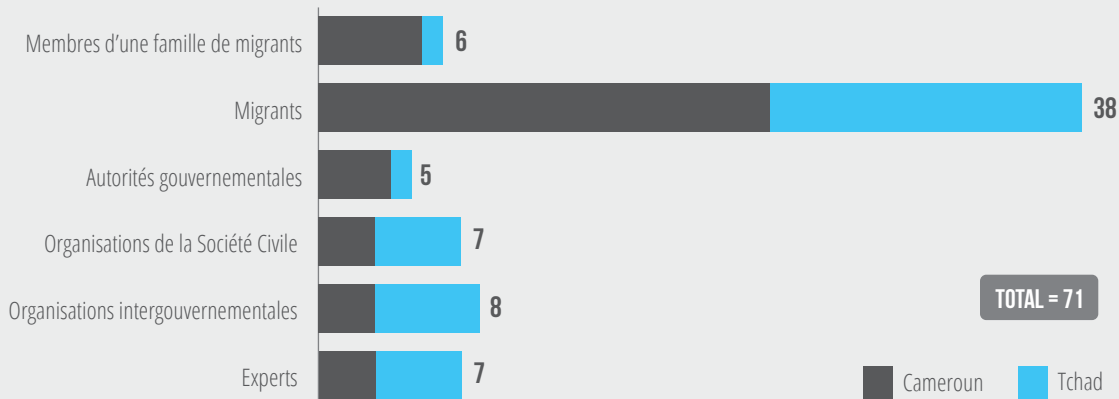
FICHE D'INFORMATION RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



THÈME CENTRAL

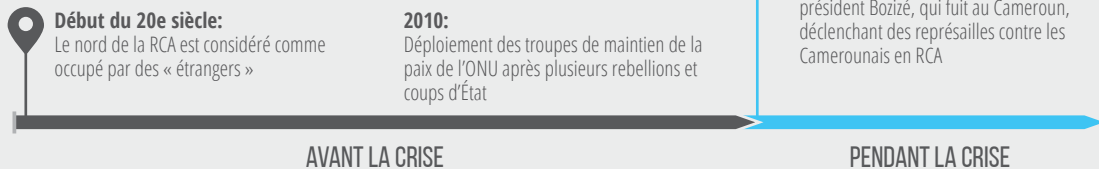
L'impact des retours de migrants de République centrafricaine sur le développement socioéconomique du Cameroun et du Tchad

DONNÉES D'ENTRETIENS (AVRIL - MAI 2016)



CONTEXTE

CHRONOLOGIE



RÉPONSES DES MIGRANTS

SITUATION SOCIOÉCONOMIQUE DES MIGRANTS

- Les migrants camerounais sont paysans, négociants, vendeurs d'or et de diamants
- Certains migrants tchadiens sont commerçants, vendeurs de diamants, éleveurs de bétails
- Certains Tchadiens en milieu urbain sont diplômés

De nombreux Camerounais et Tchadiens ont fui la RCA entre 2013 et 2014 en raison des violences entre milices Séléka et anti-Balaka, et des représailles à l'encontre des étrangers.

Certains migrants camerounais se sont réfugiés dans les églises chrétiennes pour organiser leur fuite, d'autres ont trouvé refuge chez des amis ou à leur ambassade à Bangui, capitale de la RCA. Les migrants camerounais et tchadiens ont quitté le pays à la hâte, laissant derrière eux biens, liquidités, maisons, voitures, relevés bancaires et autres documents importants.

4 000 migrants camerounais ont bénéficié du pont aérien organisé par leur gouvernement entre Bangui et Douala. D'autres ont voyagé par voie routière, à bord de camions de marchandises ou de conteneurs. D'autres encore ont fui à pied à travers les zones forestières denses et difficilement praticables. La plupart des migrants camerounais n'ont pas agi collectivement, mais plutôt individuellement avec l'aide des proches chez qui ils sont rentrés. Les migrants tchadiens ont échappé de justesse à la crise avec l'aide de l'OIM et de l'armée tchadienne. Certains Tchadiens détenteurs de documents d'identité en RCA, ont dissimulé ces documents et revendiqué leur citoyenneté tchadienne, car ils pensaient recevoir une aide substantielle de l'État et des organisations internationales en tant que migrants de retour. Cependant, la baisse des soutiens aux rapatriés les aura généralement convaincus de réaffirmer leur citoyenneté centrafricaine pour bénéficier des avantages du statut de réfugié au Tchad.

Tandis que les Camerounais de retour interrogés ont généralement déclaré avoir été soutenus par leur famille à leur arrivée, les Tchadiens n'ont pas bénéficié de tels réseaux, car peu d'entre eux avaient entretenu ces relations quand ils étaient à l'étranger.



Non, on a pas eu le temps de se préparer. Je pensais que la crise ne durerait pas plus de deux mois, et puis c'est devenu sérieux et c'était trop tard.

(Migrant tchadien en RCA, 43 ans)

**Septembre 2013:**

Septembre 2013: Les milices anti-Balaka s'opposent à Séléka

Décembre 2013-janvier 2014:

Le Cameroun fait évacuer de RCA 4 000 ressortissants par pont aérien; l'OIM enregistre 101 752 migrants au Tchad

Mi-mai 2014:

359 834 personnes fuient la RCA en raison d'un regain de violence

**Décembre 2015:**

Aucun candidat ne sort clairement vainqueur des élections présidentielles

Mars 2016:

Après plusieurs reports, le second tour des élections met au pouvoir l'ancien premier ministre Touadéra

PENDANT LA CRISE

APRÈS LA CRISE



RÉPONSES INSTITUTIONNELLES

Au plus fort de la crise en RCA, les autorités camerounaises et tchadiennes ont évacué des centaines de milliers des ressortissants par voie routière et aérienne. À leur retour, le gouvernement camerounais a fourni aux migrants, soins médicaux, assistance psychosociale, facilités de transport et bons d'achat. Au Tchad, les migrants de retour ont d'abord été retenus sur des sites de transit, puis transférés vers des logements plus durables au sud du pays. En outre, le gouvernement tchadien a créé une Commission nationale pour l'accueil et la réintégration des réfugiés et des rapatriés, afin de coordonner l'aide apportée avec celle des agences internationales comme l'OIM.

S'il est clair que les gouvernements tchadiens et camerounais ont joué un rôle central dans l'évacuation, le rapatriement et la réinstallation de leurs ressortissants pendant la crise en RCA, migrants de retour et organisations non gouvernementales partagent le sentiment qu'aucun des deux pays n'a réellement atteint ses objectifs de réintégration sur le long terme. Des critiques similaires ont été émises à l'encontre des agences intergouvernementales, qui ont semblé plus préoccupées par les réfugiés et les demandeurs d'asile que par les migrants de retour.

Outre les gouvernements nationaux et les organisations internationales, d'autres parties se sont impliquées pour répondre aux besoins des migrants de retour, notamment à N'Djamena, capitale du Tchad, qui a vu des acteurs du secteur privé autoriser l'usage des bons d'achat distribués par l'État et les organisations internationales, et dans le sud rural, où les représentants des communautés locales ont permis aux migrants de louer et acheter des terres. Au Cameroun, les dignitaires musulmans ont fait don de nourriture, de vêtements et ont hébergé des centaines de migrants de retour en situation précaire.

SITUATION JURIDIQUE DES MIGRANTS

- Exemption de visa jusqu'à trois mois pour les migrants camerounais en RCA (conformément à l'accord de libre circulation des personnes de l'UEMOA). Carte de résident requise après 90 jours
- En RCA, les migrants d'origine tchadienne doivent posséder un passeport centrafricain et un extrait de naissance
- Les Tchadiens de retour passent du statut de rapatrié à celui de réfugié, car les avantages sont plus attrayants



La création d'activités génératrices de revenus est la meilleure solution. Les migrants de retour doivent devenir autonomes et s'affirmer.

(Directeur général, Yes Cameroon, Cameroun)



APPRENTISSAGE DES POLITIQUES



Nous devons développer un cadre juridique en matière de gestion de crise. L'UNHCR se charge des réfugiés, l'OIM des ressortissants de pays tiers. Et les migrants de retour?

(Sous-préfet de Kentzou, Cameroun)

Les migrants camerounais et tchadiens n'ont pas été en mesure de préparer correctement leur départ de RCA. Par conséquent, même les plus fortunés sont devenus démunis et dépendants de proches, de l'État ou d'agences d'aide. Pour eux, la crise en RCA a sans aucun doute laissé place à l'épuisement, la désillusion et la détresse. Par exemple, de nombreux Camerounais de retour ne sont pas officiellement enregistrés auprès des agences de l'État et ne reçoivent pas d'allocation publique. La Commission d'accueil des rapatriés de RCA (dont la vocation était d'administrer les évacuations aériennes de Bangui à Douala, et non le grand nombre de migrants arrivés par d'autres moyens) était essentiellement une structure ponctuelle. Dissoute en mars 2014, cette commission aurait pu jouer un rôle plus significatif dans le processus de réintégration. D'un point de vue politique, l'absence de réintégration durable a fragilisé la situation de nombreux migrants de retour, qui plutôt que d'être sujet à l'exploitation, ont préféré remigrer en RCA où, malgré l'instabilité, les opportunités économiques fleurissent pour les Camerounais.

Au Cameroun comme au Tchad, les retours ont globalement créé une situation d'instabilité. Au Tchad, les villages proches des sites créés pour les rapatriés en veulent aux migrants de retour, accusés d'épuiser les terres et les ressources en eau, d'apporter l'insécurité alimentaire, de modifier les moyens de subsistance, les coutumes, et d'accroître la criminalité. Mais ces sites représentent également une source d'opportunités pour les petites entreprises des villes et des villages environnants.

Outre les diverses conséquences pour les communautés confrontées au retour de migrants, la crise en RCA a aussi touché les moyens d'intervention d'urgence du pays. Bien que le gouvernement camerounais ne possède pas de cadre politique en matière de migration, le pays a ponctionné son propre budget pour évacuer par voie aérienne et rapatrier 4 000 ressortissants, qui ont eu accès aux services sociaux de base, comme la santé, l'eau, la nourriture, l'hébergement et l'aide au transport vers la destination de leur choix. Néanmoins, le nombre considérable de migrants qui a voyagé par la route n'a pas bénéficié de ces services. Une inégalité de traitement qui trahit une faille politique et pratique qu'il serait bon de combler dans l'éventualité de crises futures.

Si les gouvernements camerounais et tchadien se sont fortement impliqués pour répondre aux besoins de leurs ressortissants aux premières heures de la crise en RCA, ils n'ont pas su répondre de leurs obligations sur le long terme, notamment au regard des terres agricoles, documents d'identité officiels et emplois des rapatriés. Les plans de réintégration doivent être pérennes et financièrement viables pour réussir. Organisations de la société civile et acteurs du secteur privé au Cameroun et au Tchad, en première ligne du soutien apporté aux migrants de retour, jouent aujourd'hui encore un rôle clé en matière d'aide à la réintégration. Tandis que les ONG tchadiennes étaient soutenues par le gouvernement et les organisations intergouvernementales pour administrer les camps de transit, commerçants et entrepreneurs les ont approvisionnés en nourriture et autres biens de première nécessité, notamment au Cameroun.

Pourtant, les donateurs étant désormais tournés vers les crises émergentes dans le bassin du Lac Tchad, les organisations de la société civile au Cameroun et au Tchad peinent à rassembler les fonds nécessaires pour répondre correctement aux besoins des migrants de retour. Une situation à laquelle il faut remédier.



Il n'y a eu aucune réunion sur les enseignements tirés, que ce soit du côté du gouvernement (tchadien) ou de la communauté humanitaire. Il n'existe aucun document en ce sens, pas même une sorte de « mémoire » institutionnelle sur ces questions.

(Directeur d'OCHA, N'Djamena, Tchad)

